

Octobre-décembre 2007


**Bimestriel de la Fédération  
de Seine-et-Marne du Parti Socialiste**

# Tribune libre

www.ps77.org

## Sommaire

<b>ÉDITORIAL</b>	<b>P1</b>
<b>LA VIE FÉDÉRALE</b>	<b>P2</b>
• ÉLECTIONS MUNICIPALES ET CANTONALES 2008 : LES CANDIDATS	
<b>LA VIE FÉDÉRALE</b>	<b>P3</b>
• LA FÉDÉRATION MOBILISE LES COMPÉTENCES POUR PROPOSER DES FORMATIONS POUR LES ÉQUIPES MUNICIPALES ET CANTONALES	
• LA RÉNOVATION EN ORDRE DE MARCHÉ	
<b>LA VIE FÉDÉRALE</b>	<b>P4</b>
• LA FÊTE DE LA ROSE	
• L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2007	
<b>ACTUS EN BREF</b>	<b>P5</b>
• AU REVOIR JACQUES ET MERCI	
• RÉFORME DE LA CARTE JUDICIAIRE	
<b>LA VIE DES SECTIONS</b>	<b>P5</b>
• DU NOUVEAU DANS VOS SECTIONS	
<b>QUOI DE NEUF AU CONSEIL RÉGIONAL</b>	<b>P6</b>
• UN NOUVEAU VISAGE POUR L'ÎLE-DE-FRANCE	
• LA DROITE SEINE-ET-MARNAISE DANS L'AGITATION POLITICIENNE	
<b>QUOI DE NEUF AU CONSEIL GÉNÉRAL</b>	<b>P7</b>
• ZOOM SUR LES COMPÉTENCES DU CONSEIL GÉNÉRAL	
<b>QUOI DE NEUF AU SÉNAT</b>	<b>P7</b>
• DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ DES CHANCES	
• L'OPACITÉ DANS LA GESTION D'EADS AMÈNE NICOLE BRICQ À INTERVENIR	
<b>PORTRAIT</b>	<b>P8</b>
• VINCENT EBLÉ : L'ENJEUX DES ÉLECTIONS CANTONALES 2008	
<b>AGENDA FÉDÉRAL</b>	<b>P8</b>

## à la mémoire de Jacques HEUCLIN

# Élections 2008 en Seine-et-Marne

ÉDITORIAL

## Avoir le courage chevillé au corps et aller à la bataille avec la foi du charbonnier.

**L**e courage d'abord, car il n'est jamais aisé au lendemain d'une double défaite électorale, de tenir ferme dans son engagement surtout lorsque certains de nos anciennes ou anciens camarades ont cédé aux sirènes de l'autre rive. Le trouble que beaucoup d'entre nous ressentons est normal et ne doit pas être caché. Il doit même nous servir de tremplin à cette indispensable

refondation que tous appelons de nos vœux.

Mais soyons en sûrs, nous ne mettons pas les mêmes contenus sur les grands thèmes à traiter : quelle régulation de la mondialisation ? Quel projet européen ? Quelles institutions démocratiques ? Quelles refondations de notre Pacte Social ? Quel fonctionnement démocratique pour notre parti ?



La foi du charbonnier aussi car les élections municipales et cantonales de mars sont cruciales. Cruciales dans chacune des communes que la gauche gère mais aussi dans celles où des perspectives de victoire existent. Pour mener à bien ces campagnes, notre responsabilité est d'abord de construire l'union la plus

aboutie possible adossée sur nos valeurs. C'est cette même dynamique qui doit nous guider pour la préparation des cantonales. L'objectif de conforter la majorité de Vincent Eblé doit guider chacun de nos choix.

Les élections locales sont donc capitales pour l'avenir de notre département mais pour les mener à bien, nous devons également entamer le travail de refondation sans lequel notre crédibilité auprès de nos concitoyens ne sera pas restaurée.

**Emeric Bréhier,**  
Premier Secrétaire Fédéral.

**LA VIE FÉDÉRALE**

## ELECTIONS MUNICIPALES ET CANTONALES 2008 : LES CANDIDATS

**L'année 2008 est d'une importance considérable sur le plan politique pour la Seine et Marne. Toutes nos municipalités remettent leur majorité en jeu et 20 cantons sont renouvelables. Les conventions Fédérales du 26 septembre et du 22 octobre ont respectivement ratifié la désignation des 1<sup>ers</sup> des socialistes dans nos communes et de nos candidats dans certains des cantons renouvelables.**

<b>VILLES DE - DE 3 500 HABITANTS</b>			
COUBERT	Anne Marie SIERRA	NOISIEL	Daniel VACHEZ
SAACY	Jean Bernardin BABY	PROVINS	Alain WALLON
PONTCARRE	Tony SALVAGGIO	ROISSY-EN-BRIE	Christiane BERAUD
<b>VILLES DE 3 500 A 20 000 HABITANTS</b>		<i>après intervention de la commission électorale nationale</i>	
BAILLY ROMANVILLIERS	Michel BONNEMAYRE	QUINCY VOISINS	Jean BASUYAUX
BRIE-COMTE-ROBERT	André AUBERT	ST-FARGEAU-PONTHIERRY	René BOBET
BROU-SUR-CHANTERAINE	Patrice PAGEOT	ST-THIBAUT-DES-VIGNES	Michel GIRE
CESSON	Marika LEDUC	SERRIS	Patrick GUEGUEN
CHAMPAGNE-SUR-SEINE	François ROGER	THORIGNY-SUR-MARNE	Thibaud GUILLEMET
COULOMMIERS	Laetitia MARTIG	TRILPORT	Jean-Michel MORER
COURTRY	Jean-Luc PILART	VAIRES-SUR-MARNE	Danièle QUERCI
CREGY-LES-MEAUX	Gérard CHOMONT	VAUX-LE-PENIL	Pierre HERRERO
DAMMARATIN-EN-GOELE	Monique PAPIN	VENEUX-LES-SABLONS	Michel BESNARD
EMMERAINVILLE	Jean-François DAURIAC	VERT ST-DENIS	Gérard BERNHEIM
FONTAINEBLEAU	Roseline SARKISSIAN	<b>VILLES DE + DE 20 000 HABITANTS</b>	
LA FERTE-SOUS-JOUARRE	Marie RICHARD	CHAMPS-SUR-MARNE	Olivier FAURE
LAGNY-SUR-MARNE	Jean-Patrick ALLAIN	CHELLES	Jean-Paul PLANCHOU
LIEUSAIN	Michel BISSON	COMBS LA VILLE	Philippe SAINSARD
LOGNES	Michel RICART	DAMMARIE-LES-LYS	Adrien LARGILLIER
MOISSY CRAMAYEL	Jean-Jacques FOURNIER	LE MEE-SUR-SEINE	Jean-Pierre GUERIN
MONTEREAU	Laurent HAMELIN	MEAUX	Patrick MAVRE
MORMANT	Olivier LOMBARD	MELUN	Michel MARCISSET
NANDY	René RETHORE	OZOIR-LA-FERRIERE	Paul BADRI
NANGIS	Alain VELLER	PONTAULT COMBAULT	Monique DELESSARD
NANTEUIL-LES-MEAUX	Guillaume QUERCY	SAVIGNY-LE-TEMPLE	Jean-Louis MOUTON
NEMOURS	Jean-Pierre BERANGER	TORCY	Christian CHAPRON
		VILLEPARISIS	José HENNEQUIN

**P**our les villes de plus de 20 000 habitants, c'est en convention nationale que les désignations des candidats seront ratifiées le 15 décembre 2007.

Les villes non mentionnées n'ont pas encore désigné leur candidat 1<sup>er</sup> des socialistes.

Le vote des militants a eu lieu le 22 octobre pour désigner celui ou celle qui sera candidat aux élections cantonales. Le 26, la Convention Fédérale a ratifié les

désignations et la campagne est dorénavant lancée. Elle se structurera autour de la défense d'une politique départementale efficace depuis 2004 qui, pour la bonne cohésion de tout le territoire, doit impérativement être reconduite et renforcée pour la prochaine mandature.

Certains cantons sont actuellement gelés et dépendent des négociations en cours avec nos partenaires de gauche. C'est le cas notamment de Crécy la Chapelle,

Dammartin en Goële, Melun Nord, Mitry Mory, Nangis et Perthes en Gatinais.

D'autres sont réservés aux candidatures féminines : Lydie Autreux présente sa candidature pour le canton de Chelles Centre, Laetitia Martig pour Coulommiers, Michèle Pélabère pour celui de Claye Souilly.

La loi du 30 janvier 2007 impose désormais de présenter sa candidature « en ticket » (avec un remplaçant de sexe opposé).

André Aubert se présente pour le canton de Brie Comte Robert, François Thierry pour Donnemarie - Dontilly, Jean Michel Morer pour Meaux sud, Jean Louis Mouton pour Savigny et Vincent Eblé, notre Président du Conseil Général, à Noisiel.

La victoire aux cantonales est un enjeu capital : le maintien de la majorité de gauche au sein de l'assemblée départementale se jouera au siège près !

## La fédération mobilise les compétences pour proposer des formations pour les équipes municipales et cantonales.

La Fédération, dans la perspective des élections de 2008, a mis en place des soirées de formation destinées aux candidats dans nos municipalités et à leurs équipes. Elles sont organisées d'octobre à décembre 2007. Ouvertes à tous les adhérents, elles ont pour objectif de leur permettre de relayer auprès de la population le contenu des programmes municipaux. Pour les candidats sur nos listes aux municipales, elles offrent des informations techniques, des arguments et des réponses sur les thématiques retenues comme « prioritaires » dans le cadre de l'élaboration de projets d'action municipale.

Ces soirées débats décentralisées avaient lieu de 20h à 22h30, à raison d'une semaine tous les quinze jours environ. Chacune de ses formations est animée par un expert, un élu et/ou un technicien.

### CALENDRIER DES FORMATIONS :

#### Quelles pratiques locales de la démocratie ?

Vendredi 12 octobre

A Lieusaint - Animé par Michel BISSON, maire de Lieusaint, Jean-Jacques MARION, 1<sup>er</sup> adjoint au maire de Chelles, Alain TRACA, DGS de la Ville de Savigny le Temple.

#### Quelles solidarités intergénérationnelles ?

Vendredi 26 octobre

A Vert Saint Denis - Animé par Gérard BERNHEIM, vice président du Conseil Général, Madeleine PEYROT, ancienne adjointe aux personnes âgées à Savigny le Temple,

#### Faire de la ville un lieu de vie

Mardi 6 Novembre

A Chelles. Animé par Jean Paul PLANCHOU, maire de Chelles, président du groupe PS au CRIF et Maire de Chelles, Jean-Louis MOUTON, Conseiller général et Président de l'OPDHLM 77.

#### La Petite enfance : moyen de lutte pour l'égalité réelle

Mercredi 14 novembre

A Verneuil l'Etang - Animé par André BERQUIER, maire de Verneuil l'Etang, conseiller général du Canton de Mormant; Danièle QUERCI, maire de Vaires-sur-Marne, vice-présidente du Conseil Général en charge de la petite enfance

#### L'accueil périscolaire : un outil de la lutte contre les inégalités

Vendredi 30 novembre

A Pontault Combault (la salle sera précisée ultérieurement) - Animé par Monique DELESSARD, vice-présidente du Conseil Général en charge des collèges; René LACOMBE, adjoint au maire de Torcy délégué aux politiques éducatives;

#### Développement Economique Durable et Solidaire

Judi 6 Décembre

A Pontcarré - Animé par Gérard EUDE, vice-président du Conseil Général en charge du développement économique; François ROGER, maire de Champagne-sur-Seine; Line MAGNE, DGS du SAN de Sénart

#### Séminaire de formation pour tous les candidats

Un séminaire de formation commun aux élections municipales et cantonales a également eu lieu le 17 novembre à Savigny le Temple, salle du Millénaire. Cette journée était quant à elle réservée aux candidats et leur remplaçant, les 1<sup>ers</sup> des socialistes, les secrétaires de section ainsi que l'ensemble des équipes électorales : directeurs de campagne et mandataires financier notamment.

Les ateliers qui se sont déroulés lors de la fête de la rose ayant eu un succès certain, ils ont été renouvelés à cette occasion. Les participants ont une nouvelle fois pu bénéficier d'une nouvelle formation sur la création de blog, les relations avec la presse, le contact militant et la rédaction de tracts. Un atelier a tout particulièrement retenu l'attention : les règles juridiques de financement d'une campagne électorale. Tous les moyens utiles seront mis en œuvre afin de mettre les chances de notre côté dans cette nouvelle bataille électorale.

## La rénovation en ordre de marche

Lors du Conseil National du 23 juin dernier, une résolution présentée par François Hollande, a été adoptée.

Elle fixe les objectifs de la rénovation du parti socialiste.

Par cette démarche de rénovation, il s'agit de réaffirmer, en les actualisant, les valeurs fondatrices de l'engagement socialiste aujourd'hui. Elle suppose de rénover les procédures et l'organisation interne du parti afin de créer un instrument politique moderne et efficace. Le processus de refondation intégrera différents partenaires tels que les associations, les citoyens, les syndicats, autrement dit, l'ensemble des formations progressistes.

La Charte de la Rénovation a été entérinée le 24 juillet dernier par le Bureau National. Elle prévoit l'organisation de 3 forums nationaux :

- 1 Les socialistes et la Nation
- 2 Les socialistes et le marché
- 3 Les socialistes et l'individu

La Fédération aura la responsabilité d'organiser une réunion en Conseil Fédéral pour mettre en place des commissions de la rénovation. Elle devra égale-

ment programmer un débat sur un de ces trois forums.

Universitaires, syndicalistes et acteurs du monde associatif seront les bienvenus.

En collaboration avec les sections, des « rencontres-débat de la rénovation » seront prévues. Elles doivent permettre la mobilisation du plus grand nombre sur le projet. Une personnalité locale ou nationale sera appelée à témoigner ou à animer l'événement. Chaque rencontre fera

l'objet d'un compte - rendu, restitué ensuite au niveau national.

Le travail de rénovation qui s'impose au parti est un préalable aux victoires à venir. L'ouverture à la société du XXI<sup>e</sup> siècle est plus une nécessité qu'une simple initiative. Elle est la condition sine qua non pour s'adapter à la dynamique d'un siècle nouveau et à la société qui l'accompagne.



LA VIE FÉDÉRALE

## La Fête de la Rose

Fête  
de la  
Rose

**Le 29 septembre 2007, les sections de Torcy et de Lognes ont ouvert leurs portes pour la 3<sup>e</sup> édition de la Fête de la Rose en Seine et Marne. Cette année encore, elle s'est avérée être un succès.**

**P**près de 500 personnes - adhérents et sympathisants - ont participé à cette journée. La matinée a été consacrée à la formation. Organisée en 4 ateliers (rédactions de tracts, relations avec la presse, contact militant et création d'un blog), les animateurs ont accueilli élus, candidats et militants jusqu'à 12h30. Au vu de la satisfaction des participants, des ateliers similaires ont été organisés à nouveau sous forme de formation.

L'après - midi était vouée au débat démocratique sur des thèmes aussi variés que l'accès à la connaissance, les orientations du parti pour demain, ou encore l'analyse des derniers résultats électoraux sur le département.

Plus de 300 personnes se sont enfin réunies le soir, autour d'un repas, où convivialité et bonne humeur étaient à l'honneur.



C'est donc dans la réflexion, dans l'échange d'idée puis dans l'enthousiasme et l'amitié que s'est inscrite notre Fête de la Rose 2007.



### L'université d'été 2007

**C**haque année, la Fédération de Seine-et-Marne est présente à La Rochelle. 10 militants ont pu participer à ce grand rendez-vous des socialistes. Grâce à la « soirée de la Fédé », organisée depuis deux ans, ils ont rencontré leurs représentants ainsi que les élus du département.

Pour plus d'informations sur le déroulement de l'université d'été : [www.rochelle2007.parti-socialiste.fr](http://www.rochelle2007.parti-socialiste.fr)



## Au revoir Jacques et merci

Une figure emblématique de la politique vient de nous quitter. Maire de Pontault - Combault depuis 1977, Jacques Heuclin est décédé mercredi 31 octobre au matin, à l'âge de 61 ans. Après avoir dressé dès le lundi suivant une chapelle ardente à la Mairie, salle Madame Sans - Gêne, un dernier hommage en l'église Saint Denis dans le Vieux Pontault lui a été rendu le 7 novembre.

Les témoignages de tristesse ont été nombreux. Tout le monde a salué le courage de l'homme face à sa maladie et l'engagement sans faille dont il a fait preuve tout au long de sa carrière politique.



Photo parisien

### Réactions :

« Je viens de perdre un ami, les habitants de Pontault - Combault un maire à l'écoute de leurs problèmes et les Franciliens un élu d'une grande exigence. »

**Jean Paul Huchon,**  
Président du CRIF.

« Jacques Heuclin était avant tout un homme volontaire, plein d'énergie pour défendre les intérêts de ses concitoyens. Il fut un grand animateur politique et public. »

**Vincent Eblé,**  
Président du CG.

« Nous saluons l'homme politique qui a œuvré tout au long de sa vie pour notre idéal de justice et de transformation sociale. Au revoir Jacques et merci à toi. »

**Emeric Bréhier,**  
Premier Secrétaire Fédéral.

## LA VIE DES SECTIONS

### DU NOUVEAU DANS VOS SECTIONS

#### Les secrétaires de section :

Stéphane JABUT devient secrétaire de la section de Dammartin en Goële, Nicolas GUILLEROT de celle de Crécy la Chapelle et Chérif DIALLO à Lieusaint.

Le vote du secrétaire de section de Mitry Mory a lieu mercredi 21 novembre 2007.

#### Les locaux de nos sections :

Samedi 10 novembre, la section de Coulommiers a inauguré son local au 34 rue du Général Lederc. La section de Noisiel dispose aussi d'un nouveau local situé Place Emile Menier. La journée « portes ouvertes » avait été organisée le samedi 15 septembre. Pour toute correspondance, l'adresse postale est le 223, rue Henri Menier.

site du PS pour la rénovation

<http://forumsdelarenovation.parti-socialiste.fr>

## ACTU EN BREF

### Réforme de la carte judiciaire

**La Fédération du Parti Socialiste de Seine-et-Marne tient à faire connaître sa position et sa réaction face aux modifications de la carte judiciaire proposées par le Gouvernement, en la personne de son Ministre de la Justice. La nouvelle carte judiciaire porte atteinte aux intérêts des citoyens du département.**

Parmi les 13 Tribunaux d'Instance voués à être supprimés en Ile-de-France, 3 sont situés en Seine et Marne. L'est du département verra disparaître ceux de Coulommiers, de Provins et de Montereau-Fault-Yonne. Cette réforme, animée par la seule finalité d'une économie budgétaire, ne répond pas aux critères démographique et territorial de la Seine et Marne.

Département à l'origine très rural, la population a triplé en moins de 50 ans. Il figure parmi les territoires les plus dynamiques en matière de démographie en France. Si le sud et l'est restent un espace rural, la croissance est exponentielle. Supprimer 3 Tribunaux d'Instance revient à ignorer résolument ces particularités et pourrait altérer le potentiel de croissance du territoire.

D'autre part, le département de la Seine et Marne est très vaste. Il représente 49 % de l'Ile-de-France. Les distances de déplacement restent importantes et la superficie justifie la présence d'Instances Judiciaires dans toutes les zones du département. Coulommiers, Provins et Montereau sont précisément les villes principales à l'est. Leur condition d'accès facilitée confirme le bien-fondé du maintien des Tribunaux actuellement menacés.

Au-delà des particularités Seine-et-Marnaise qui ont été totalement soustraites du raisonnement à l'origine de cette réforme, il est affligeant de constater que le rôle fondamental de proximité que jouaient ces Tribunaux sera sacrifié. Or, les

enjeux et l'importance des services publics de proximité ont été maintes fois prouvés.

La privation de cet élément revendiqué par l'ensemble des citoyens français qu'est la proximité se fera au profit d'une logique budgétaire. La Justice est pourtant le parent pauvre du budget de l'Etat et la Justice d'Instance est indéniablement la plus rapide, la plus simple et la plus efficace!

La méthode adoptée pour cette réforme annonçait déjà ces terribles incohérences : l'absence de réelle concertation en est le prix. Le Comité Consultatif National a été réuni une seule fois et les rapports de chefs de Cour connus qu'après la décision annoncée.

Si des réformes doivent être entreprises pour améliorer le fonctionnement de la justice en France et si la question de la carte judiciaire mérite d'être posée, elles ne peuvent être menées à bien sans réflexion et concertation abouties. Force est de constater que les annonces faites par la Garde des

Sceaux ne remplissent aucune de ces conditions. La suppression de 3 Tribunaux d'Instance ne respectent pas les intérêts des citoyens et ne correspondent pas aux défis des territoires de demain.

**Emeric Bréhier**  
Premier Secrétaire Fédéral

## QUOI DE NEUF AU CRIF ?

# Un nouveau visage pour l'Ile-de-France

**Le 16 février 2007, le Conseil Régional a adopté le nouveau Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF)\*. Quelles sont ses principales orientations ?**

\* *Le SDRIF est un document d'urbanisme complexe qui répond à la question : « quel visage voulons-nous donner à la Région ? »*

Les priorités du nouveau SDRIF sont les suivantes :

1. Diminuer les inégalités territoriales et sociales en favorisant la mixité et en rééquilibrant à l'est du territoire les entreprises du secteur tertiaire.
2. Créer de nouvelles lignes de transports en commun d'ici à 2030 pour encourager la mobilité tout en freinant le « tout voiture »
3. Consacrer 30 % du parc immobilier total aux logements sociaux et créer chaque année 60 000 logements dont 33 500 sociaux.
4. Rapprocher le lieu de travail du logement
5. Valoriser les espaces verts existants et les créer là où l'urbanisation est la plus dense pour limiter son étalement.

### Le SDRIF en Seine-&Marne Transports

- Electrifier les lignes Paris-la Ferté-Millon et Paris Provins.
- Prolonger les lignes des RER B vers St Mard et E vers Meaux.
- Mettre en place la Tangentielle Est, grâce à un transport en commun en site propre entre les pôles de Roissy, Marne-la-Vallée et Sénart.
- Développer le transport à la demande dans l'ensemble du territoire, et notamment dans les pôles de la couronne rurale.

### Logement

- Permettre aux jeunes et aux étudiants d'accéder plus facilement à un logement.
- Construire la « Ville sur la Ville », afin d'éviter la disparition d'espaces naturels par un étalement des petites communes

Le SDRIF est un projet qui intéresse très concrètement la vie en Seine et Marne. Pour ne citer que quelques mesures défendues par le Conseil Régional, et adoptées par le Conseil Régional, on trouve :  
Le prolongement du RER B à

## AVEC LE SCHÉMA DIRECTEUR D'ILE-DE-FRANCE, AIDEZ-NOUS À BÂTIR UNE RÉGION HUMAINE ET SOLIDAIRE !

Une enquête publique est aujourd'hui en cours pour déterminer l'avenir de la Région Ile-de-France et de ses habitants. De quoi est-il question ? Du **Schéma Directeur de la Région Ile-de-France, connu également sous l'abréviation SDRIF**. Approuvé en février 2007 par la majorité de gauche au Conseil régional sous la présidence de Jean-Paul HUCHON, ce document organise l'aménagement de notre Région pour les 30 prochaines années.

Elaboré en étroite concertation avec vos élus, le Schéma Directeur a maintenant besoin de votre avis. **Saisissez-vous de l'enquête publique pour enrichir ce texte qui engage votre avenir et celui de vos enfants.**

**Le SDRIF va nous permettre de lutter contre les inégalités sociales et territoriales en mettant en avant quatre grandes priorités pour les Franciliens :**

- **Plus de transports**, par la création de nouvelles lignes de train, de RER, de bus, en particulier pour favoriser les liaisons de banlieue à banlieue.
- **Plus de logements**, pour faire face à l'explosion du prix des appartements et des loyers, en construisant davantage de logements sociaux, répartis sur l'ensemble du territoire francilien.
- **Plus d'espaces verts**, pour améliorer le cadre de vie de tous, lutter contre la pollution et préserver la biodiversité dans notre Région.
- **Plus d'emplois**, pour lutter contre le chômage, en facilitant notamment l'installation des entreprises dans toute l'Ile-de-France, et plus seulement dans quelques zones dynamiques.

**La Droite au pouvoir, depuis l'Elysée et Matignon, refuse d'approuver ce Schéma Directeur sous prétexte qu'il nuirait à la vitalité économique de l'Ile-de-France. Ce faisant, elle trompe une nouvelle fois nos concitoyens.** En réalité elle ne souhaite que perpétuer la situation existant en Ile-de-France, pour préserver l'emprise des zones riches et privilégiées qu'elle contrôle politiquement.

C'est en effet la droite qui refuse de construire davantage de logements sociaux, particulièrement à l'Ouest de l'Ile-de-France ; c'est la droite qui bloque le développement économique des territoires fragilisés, notamment à l'Est, en voulant maintenir à tout prix la domination de quelques pôles comme La Défense, si chers à Nicolas SARKOZY et ses amis ; c'est la droite qui refuse de débloquer les crédits nécessaires à l'amélioration de l'offre de transports en commun.

**Ces attaques n'ont qu'un seul but, mener une opération politicienne à l'approche des élections municipales.**

**Aidez-nous à lutter contre cette logique inégalitaire en participant à l'enquête publique. Faites entendre la voix des Franciliens, pour plus de transports en commun, plus de logements, plus d'espaces verts et plus d'emplois dans notre Région.**

**FEDERATION DE SEINE & MARNE**  
4 bis, boulevard Chamblain 77000 Melun Tél. 01 64 39 39 41 - fede77@parti-socialiste.fr

Saint-Mard, le prolongement du RER E jusqu'à Meaux, la réouverture de la ligne Coulommiers-La Ferté-Gaucher, le projet de gare TGV Sud Seine-et-marne à hauteur du pôle d'activités de Melun-Villaroche, le doublement de la RN 36 entre l'A4 et l'A5 et l'achèvement de la rocade nord-est de Meaux.

Ce document annonce un long combat politique. En effet, il repose pour beaucoup sur la seule volonté des acteurs concernés. Les prescriptions qui y figurent ne sont, sur le plan juridique, que des recommandations et non des obligations.

La Fédération se mobilise pour la défense du SDRIF et met à disposition des sections un tract.

## La droite seine-et-marnaise dans l'agitation politicienne

La droite seine-et-marnaise vient de se réveiller en prenant comme cheval de bataille le SDRIF (schéma directeur de la région Ile-de-France). Ce document d'urbanisme qui définit l'aménagement de l'Ile-de-France jusqu'en 2030 est pris en otage par cette même droite qui a laissé à la gauche en 2004 un département accumulant beaucoup de retard dans les domaines comme la petite enfance, les transports en commun, l'environnement,...

### Comment le SDRIF a été élaboré ?

Dès la mise en révision du SDRIF en juin 2004, le Conseil Régional s'est engagé à ce que ce document soit le fruit d'une large concertation. Toutes les collectivités, acteurs sociaux et économiques et franciliens eux-mêmes ont été invités, deux

années durant, à s'exprimer sur les défis économiques, sociaux et environnementaux à relever en Ile-de-France. Jamais un document de cette nature n'a fait l'objet d'un tel débat, et un grand nombre de collectivités ainsi que cinq des huit départements l'ont approuvé.

### Alors quel est l'objectif du SDRIF ?

Ce SDRIF porte une ambition forte pour le devenir de l'Ile-de-France. Il s'inscrit dans la tradition volontariste de Paul Delouvrier qui a dessiné l'Ile-de-France d'aujourd'hui, en s'efforçant de répondre aux défis du 21<sup>e</sup> siècle afin de faire de l'Ile-de-France un territoire de référence en matière de solidarité, de performance économique et de développement durable. Ce SDRIF est un instrument de lutte en faveur de

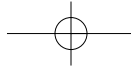
l'égalité sociale et territoriale, par l'aménagement volontaire d'un rééquilibrage notamment vers l'est. La Seine-et-Marne est le département le plus concerné.

### Et concrètement, comment cela se traduit ?

Le SDRIF prévoit entre autres de redéployer vers l'est le développement économique et l'emploi : les sites de Meaux, Roissy, Melun et Sénart seront ajoutés à celui de Marne-La-Vallée au titre des territoires à développer. La construction de logement se fera en cohérence avec le développement économique et des infrastructures. Les transports en commun et la circulation sur route seront améliorés : Le RER B sera prolongé vers Saint Mard et le E jusqu'à Meaux. Les lignes de train Paris - Provins - Troyes - Bâle et celles de Meaux - La

Ferté-Millon seront électrifiées. Le tronç A4-A104 sera élargi, la RN 36 doublée entre l'A4 et l'A5 et le contournement est de Meaux sera achevé. Le SDRIF prévoit également l'ouverture d'un CHU et d'une Gendarmerie à Melun...

Aujourd'hui, les élus de droite font leur show médiatique sans proposer sur le fond une vraie vision pour l'Ile-de-France et principalement de la Seine-et-Marne. Les élus de droite doivent cesser de dresser notre département contre le reste du territoire francilien. La Seine-et-Marne mérite mieux. Il lui faut de l'ambition ! Pour notre part, les élus socialistes continuent à œuvrer dans ce sens pour améliorer le quotidien des Seine-et-Marnais en défendant les intérêts de notre territoire et non des intérêts d'un parti !



## QUOI DE NEUF AU CG

# ZOOM sur les compétences du Conseil Général

**Le Conseil Général de Seine-et-Marne et les 43 élus qui le composent intervient dans de nombreux domaines de la vie quotidienne.**

Il est à l'origine des politiques menées en matière de solidarité, qui sont destinées par exemple aux personnes âgées, aux handicapés ou encore à la petite enfance. Il est responsable de la construction des collèges ainsi que de l'entretien de la voirie départementale. Il est le principal financeur du SDIS (Service

Départemental d'incendie et de secours) À travers l'acte II de la décentralisation, le Gouvernement a transféré aux Conseils généraux les compétences qu'il ne veut plus assurer. Parmi celles-ci, le versement du RMI, l'entretien des routes nationales, la gestion du personnel correspondant aux techniciens

et ouvriers de service des collèges. Or, l'État n'a pas transféré les moyens nécessaires! Il doit ainsi aujourd'hui plus de 60 millions d'euros au Conseil général, soit l'équivalent du coût de 4 à 6 nouveaux collèges. L'UMP fait ainsi payer sa facture aux contribuables Seine-et-Marnais. En dépit du désengagement de

l'État, le Conseil Général est résolu à poursuivre et à amplifier son action dans des domaines comme la petite enfance, l'enseignement supérieur, la jeunesse, la ressource en eau ou le soutien au développement économique afin de mieux répondre aux attentes et aux besoins des citoyens du département.

## QUOI DE NEUF AU SÉNAT ?

# DIVERSITE ET EGALITE DES CHANCES

**ADOPTION A L'UNANIMITE DU RAPPORT DU SENATEUR YANNICK BODIN POUR METTRE FIN AU « DELIT D'INITIE » DANS LES CLASSES PREPARATOIRES**

Si les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) n'ont pas le monopole de la formation des élites en France, elles restent la plus prestigieuse voie d'accès aux meilleures écoles. La reproduction sociale qu'elles génèrent est préoccupante. Face à ce constat, Yannick Bodin a obtenu de la Commission des affaires culturelles du Sénat la création en juin 2006 d'une mission d'information dont il a été nommé rapporteur.

Bien que l'Ecole Républicaine ait joué un rôle fondamental dans l'augmentation des chances des plus modestes d'intégrer l'enseignement supérieur depuis les 30 dernières années, force est de constater que les « prépa » demeurent des classes d'élite : le nombre d'élèves issus des catégories sociales les plus modestes est passé de 30 à 10 % pendant cette période. Dans son rapport, Yannick Bodin fait état de ce dysfonctionnement de l'ascenseur social et émet les propositions suivantes :

- Améliorer l'information relative aux formations post-bac auprès des lycéens
- Mobiliser les services d'orientation et inclure l'aide à l'orientation au titre des missions des professeurs afin de remédier aux défaillances du système actuel.
- Pousser les jeunes à « oser » les classes préparatoires en les démystifiant.
- Rééquilibrer les territoires en favorisant l'implantation de CPGE dans les zones rurales et dans les banlieues.
- Généraliser le tutorat dès la classe de seconde.

- Lever les handicaps financiers par la révision du système des bourses aux étudiants, le décongestionnement des bourses de mérite, l'accroissement des bourses d'entreprises, la mise en place d'une caution publique des prêts aux élèves et la modulation du montant des frais de scolarité en fonction des revenus des familles.
- Multiplier les internats et généraliser les partenariats avec le CROUS pour remédier à la pénurie de logements étudiants.
- Multiplier, mieux coordonner et évaluer les expérimentations (comme celles de Sciences Po Paris ou du Lycée Henri IV)
- Valoriser les synergies entre la filière « prépa » et les autres formations de 1er cycle d'études supérieures.
- Repenser les modalités de notations et d'évaluation des élèves.

Adopté à l'unanimité par la Commission le 12 septembre dernier, l'ensemble de ces propositions doit permettre une réelle démocratisation des grandes écoles, garante de la meilleure cohésion sociale et de la diversité des talents. Reste à savoir si le gouvernement, auquel le rapport a été remis officiellement aura la volonté d'engager une nouvelle politique et de s'en donner les moyens... à suivre

Pour se procurer le rapport du Sénat, s'adresser à l'UDESUR, 4 bis Bd Chamblain à Melun.



# L'OPACITE DANS LA GESTION D'EADS AMENE NICOLE BRICQ A INTERVENIR

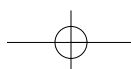
Actionnaire de référence d'EADS, l'Etat n'aurait pas exercé de véritable vigilance sur la gestion du groupe industriel.



L'APE (Agence de Participation de l'Etat) n'aurait pas joué le rôle qui lui incombe dans l'affaire EADS. Bien que les

retards dans la production de l'Airbus A380 aient été connus, le gouvernement est resté passif et n'est pas intervenu pour pallier les risques de chute du titre en bourse et les difficultés latentes de l'entreprise. Au contraire, il a laissé Arnaud Lagardère vendre ses parts à temps.

Afin de faire lumière sur cette affaire pour le moins sombre, Nicole Bricq a contribué à la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'Etat vis à vis du groupe EADS.




**PORTRAIT**

## VINCENT EBLÉ : « L'ENJEU DES ELECTIONS CANTONALES 2008 »

**Quelques mois avant le renouvellement de son canton, Noisiel, et de la menace du basculement éventuel de la majorité départementale à droite, Vincent Eblé, Président du Conseil Général, a bien voulu répondre à nos questions et nous expliquer l'ampleur des enjeux que sous tendent ces élections.**

### 1. De quel bilan depuis ton arrivée en 2004 peut-on se prévaloir pour affronter les élections à venir ?

De nombreux chantiers ont été entrepris depuis notre arrivée en 2004. Pour n'en évoquer que quelques uns, le budget de la petite enfance a été multiplié par plus de 2.5 en 3 ans ! L'état de ce secteur était catastrophique. Le plan 1000 places en 5 ans a été institué et l'aide Bébébonus, fonction du quotient familial, existe depuis 2006. Les enfants handicapés ont également été une de nos grandes priorités avec de nouvelles aides et 200 places créées en leur faveur.

Nous avons parié sur l'éducation pour favoriser l'avenir de nos jeunes : le budget a augmenté de 30 % depuis le début de la mandature. 400 places en Maison de Retraite pour les personnes âgées et 622 en établissement pour les adultes handicapés ont été aménagées. Nous sommes le premier département à avoir ouvert la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).

Les montants alloués aux territoires liés au Conseil Général par un contrat d'aménagement et de développement ont là aussi plus que doublé.

Les transports sont un autre chantier important du département. Grâce au dispositif Mobilien, les dessertes par bus ont crû de 150 %. L'adoption de plusieurs de nos propositions pour le SDRIF nous apportera encore d'autres améliorations.

La couverture numérique de 100% du territoire a déjà commencé et doit aboutir en novembre 2007.

Sur le plan économique, plus de 1000 emplois ont été créés grâce aux aides du Conseil Général.

Enfin, la protection de l'environnement a été sérieusement prise en compte dans notre projet. L'agenda 21 a été adopté en 2007. Conscients des risques potentiels attachés aux ressources naturelles, le plan départemental de l'eau a été voté. Vélorail concourt aussi à cette initiative de développement durable.

### 2. Quelle est, à ton sens, la réelle menace d'un basculement de la majorité à droite ?

Le tout premier danger est celui d'un arrêt brutal de la plupart de nos politiques, notamment dans le domaine de la solidarité.

Pour ce qui concerne le développement harmonieux de nos communes, les projets qui font l'objet de contrat ne seront probablement pas reconduits, bouleversant toutes les bonnes initiatives entreprises jusqu'alors. Imaginez un instant un chantier de construction entamé et brusquement interrompu. Toute la cohérence qui avait fait l'objet de ces accords serait balayée.

Il faut craindre aussi la baisse des efforts en matière de transports en commun et des aménagements respectueux de notre environnement.

Un basculement de la majorité de l'assemblée départementale de l'autre côté de l'échiquier politique aurait tout simplement pour effet de revenir plusieurs années en arrière, là où tout était pourtant à faire.

### 3. Quel préconises-tu à l'ensemble des camarades pour éviter ce malheureux scénario ?

Seule la mobilisation la plus large et la plus forte de tous nos camarades nous assurera de bons résultats. Nous devons défendre - toute humilité gardée - notre très bon bilan, qui grâce au volontarisme indéfectible de notre équipe est sans comparaison possible avec les mandatures précédentes.

Il nous faudra envisager cette campagne à l'échelle départementale et concentrer nos réflexions sur la cohésion et l'équilibre de notre territoire. Bien évidemment, là où des particularités locales font contraste, il convient de les révéler et de s'en saisir.

Par ailleurs, des formations relatives aux secteurs d'intervention municipale et cantonale sont mises en place par la Fédération. Les militants ne doivent pas hésiter un instant à y participer. D'une part, elles seront l'occasion de rencontrer d'autres camarades et de partager les expériences de campagne. D'autre part, elles dispenseront un enseignement théorique complet sur une politique locale et fourniront un vivier d'arguments solides à redéployer.



Bimestriel de la fédération de Seine-et-Marne du parti Socialiste

4 bis, boulevard Chamblain

77000 Melun

Tél. : 01 64 39 39 41

E-mail : fede77@parti-socialiste.fr

Directeur de la publication : Émeric Bréhier

Rédacteur en chef : Lætitia Martig

ISSN 1251-3059

CPPAP en cours de renouvellement

Impression : PGE - 94160

## Agenda

### FEDERAL

Soirées de formation aux élections municipales 2008 (ouvertes à tous)

### Judi 6 Décembre à 20h00 « Développement Economique Durable et Solidaire »

Salle des Fêtes

Pontcarré

Animé par Gérard EUDE, vice-président du Conseil Général; François ROGER, maire de Champagne sur Seine; Line MAGNE, DGS du SAN de Sénart.

### Pour nous contacter :

Fédération de Seine-et-Marne  
du Parti Socialiste

4 bis, boulevard Chamblain

77000 Melun

Tél. : 01 64 39 39 41

E-mail : fede77@parti-socialiste.fr

Membres permanents :

Catherine Cleppe, William Warne et  
Laure Letondel